



LIBRE

Cité Echirolles vous propose chaque mois des tribunes de libre expression
des groupes politiques et des sensibilités représentés

Communistes et partenaires

Exigeons le droit à la sécurité !

À force de faire des cadeaux fiscaux qui coûtent à l'Etat 30 milliards d'euros par an, pour relancer l'emploi nous dit-on (on connaît l'échec d'une telle politique à la simple constatation du taux de chômage sans cesse en augmentation), l'Etat français est bien contraint de faire des économies ailleurs. Le gouvernement a trouvé : déjà 100 000 postes de fonctionnaires ont été supprimés entre 2007 et 2010. Ce sont autant d'enseignants et donc d'éducateurs, et autant de policiers et de gendarmes en moins. 8 500 suppressions de postes sont prévues d'ici 2012 dans la police nationale et la gendarmerie ! De fait, le ministre de l'Intérieur persiste et signe dans le refus de doter Echirolles d'un commissariat de plein exercice, en répondant au maire que les moyens dont dispose la circonscription de Grenoble "permettent ainsi de garantir un délai d'intervention de 10 minutes". Il fallait oser, surtout lorsque l'on connaît l'importance de la présence quotidienne d'agents de police auprès des habitants, des commerçants... Avec seulement 35 agents dans les bureaux, 20 sur le terrain et 16 au sein de l'unité territoriale de quartier, pour le Sud grenoblois, soit plus de 128 000 habitants, comment peut-on affirmer que les moyens correspondent aux besoins ? Alors, le gouvernement a eu une nouvelle idée : la loi Loppsi 2 qui va permettre aux policiers municipaux d'exécuter des tâches réservées à la police nationale, comme les contrôles d'alcoolémie et d'identité, faisant ainsi prendre en charge par les communes, et donc nos impôts locaux, les coûts de la sécurité. Cette stratégie est pour nous, communistes et partenaires, inefficace, injuste et irresponsable. Exigeons, ensemble, le droit à la sécurité !

Guy Rouveyre,
1^{er} adjoint chargé
de la cohésion sociale
et de la tranquillité publique

Socialistes et républicains

La posture... sans les moyens !

Nous assistons depuis des années à une inquiétante montée de la violence dans notre société, qui n'épargne pas notre ville. Les discours, dérapages verbaux et autres provocations du ministre de l'Intérieur devenu président, n'ont fait qu'aggraver la situation, dont même les syndicats de policiers se font l'écho. Rappelons que ces dernières années, la Droite a supprimé l'ilotage et la police de proximité, baissé les effectifs, et prône aujourd'hui le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux, alors que la police, comme d'autres services publics, mériterait d'être renforcée. Derrière les discours populistes et électoralistes, comme encore récemment sur l'identité nationale, se cache une politique d'affaiblissement des droits fondamentaux constitutifs de notre République (travail, éducation, santé, sécurité, logement...). Les socialistes sont attachés à une politique juste, de sanction des délits commis, qui doit s'inscrire dans un processus éducatif de prévention, loin du laxisme ou du "tout répressif". Dans notre ville, comme dans toutes les communes de France, nous avons compétence en matière de prévention, mais la sécurité, la police et la justice, sont des compétences de l'Etat. Les faibles moyens mis en place, qui conduisent à une baisse des effectifs de la police nationale dans notre ville, nourrissent un sentiment d'impunité, qui nous met en difficulté dans les efforts que nous déployons en matière de prévention de la délinquance. À chaque "faits divers", la Droite répond par une nouvelle loi... des mots, des discours, mais pas de résultats ! Les socialistes continueront de promouvoir une politique d'ordre juste, basée sur l'action éducative, sur des sanctions proportionnées, et l'accompagnement renforcé pour lutter contre le passage à l'acte ou la récidive.

Laurent Berthet,
président du groupe

Verts et écologistes

Loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure

C'est désormais un classique : lorsque le gouvernement et le Président sont en panne de réponses face aux inquiétudes de nos concitoyens, la sécurité leur sert de roue de secours. Depuis 2002, le Parlement a voté 17 lois sur la sécurité. À des textes à peine votés, jamais évalués, ont succédé d'autres textes, toujours plus répressifs. Tout fait divers devient prétexte à annonce d'un durcissement législatif. Dans ce texte, on retrouve désormais la possibilité pour le préfet d'instaurer un couvre-feu pour les mineurs de moins de treize ans, le renforcement du dispositif de contrat de responsabilité parentale, ou encore l'aggravation des peines pour les vols commis à l'encontre de personnes vulnérables. Ces mesures n'apportent rien sur le plan juridique. C'est de la communication politique à simple vocation électorale auprès d'une population sensible aux questions sécuritaires. La politique de sécurité intérieure du gouvernement repose sur quelques postulats : le choix de ne plus augmenter les effectifs. Or la limitation drastique des moyens humains est un frein à une politique ambitieuse, et nous savons, nous autres élus locaux, que les questions de sécurité ne relèvent pas uniquement de la technologie, ou de la bonne coopération et entente entre les différents corps, mais aussi de contact, de suivi, d'encadrement, et pour ces missions les moyens humains sont indispensables.

Anne-Sophie Mérot,
présidente du groupe

Société civile et républicains

Sécurité, un droit, une liberté

La sécurité s'envisage à la fois au plan individuel et au plan collectif, mais aussi en tant qu'un droit, le droit à la sécurité, et aussi en tant que valeur, la sécurité est la première des libertés. La sécurité, c'est la confiance, la quiétude, la tranquillité, la sérénité, la sûreté résultant de l'absence de danger. Malheureusement, force est de constater que cette définition ne semble plus d'actualité. Les pages des quotidiens sont couvertes d'incidents, de faits délicieux, d'incivilités qui pourrissent, car c'est bien le mot qui convient, notre vie de tous les jours. D'aucuns pensent que la situation de crise économique que nous traversons est un facteur déclenchant. D'autres que c'est un problème d'identité nationale ! Assurer la sécurité des citoyens relève des devoirs républicains de l'Etat. Pourtant, de plus en plus, les communes doivent assurer la sécurité de leurs habitants. Le développement des polices municipales le prouve. Notre commune participe à la sécurité des Echirollois(es) par le doublement des effectifs de sa police, par l'expérimentation de la vidéoprotection dans certains quartiers. La majorité municipale répond tout simplement à la demande de la population. N'est-ce pas son rôle ? Alors que certains semblent mettre en cause une politique sécuritaire. Echirolles sans commissariat de plein exercice, depuis sept ans c'est une demande pressante qui, à chaque fois, a fait l'objet d'un vote unanime au conseil municipal. De nouveau un refus car nous ne sommes qu'à 7 kilomètres du commissariat central. La sécurité se mesure-t-elle en kilomètres ? Mais prudence, à l'heure du contrôle de vitesse, ne participons pas à l'insécurité routière pour se rendre au commissariat central !

Christian Descombat,
conseiller municipal

EXPRESSION

au sein du Conseil municipal. Le thème proposé ce mois-ci porte sur la question de la sécurité.

MoDem

Sécurité = objectivité

Régulièrement, monsieur le maire nous brandit le courrier du ministère de l'Intérieur nous refusant un commissariat de plein exercice sur Echirolles. Evidemment, ce serait un plus pour Echirolles, mais il existe d'autres moyens à disposition du premier magistrat de notre ville pour agir avec plus d'efficacité sur ce sujet. Dans le dernier numéro de Cité Echirolles, nous avons eu un article assez surréaliste sur la tenue du Comité local de sécurité et de prévention de la délinquance que nous réclamions depuis très longtemps. Attendre plus de vingt mois, depuis le début de ce mandat, pour réunir cette instance est sans conteste une belle preuve de laxisme. On peut y lire : la "vidéoprotection — premier "bilan" positif". On a mis bilan entre guillemets, c'est un minimum, quant on lit plus loin que les deux tiers des installations ont été vandalisées et sont, par conséquent, inexploitable. Sur quels chiffres et sur quelle méthode d'évaluation s'appuie donc ce bilan ?

Nous allons vous donner notre analyse chiffrée. Actuellement, quatre agents sont derrière des écrans pour surveiller la seule place Beaumarchais. Plus de 100 000 euros vont être à nouveau dépensés pour remplacer les caméras vandalisées devant La Butte et place de la Convention. C'est plus de 500 000 euros qui auront été investis dans cette "expérimentation", soit bien plus que ce qu'aura rapporté l'augmentation des impôts locaux et fonciers de 2009. Quant à la soi-disant efficacité de ce système pour les habitants de la place Beaumarchais, nous tenons à la pondérer. En effet, la présence des caméras n'a fait que déplacer les problèmes (comme sur le secteur du Gâtinais par exemple) et n'a pas empêché les commerçants de se faire agresser. Combien faudra-t-il encore dépenser avant de dire que c'était une erreur et consacrer une partie de cet argent à la prévention et à des actions de terrain ?


Thierry Labelle,
conseiller municipal

Echirolles autrement UMP/Gauche moderne

À nos fonctionnaires de police...

Merci ! La sécurité, on en parle tous les jours, mais pense-t-on réellement aux personnes qui l'assurent ! Je souhaite m'adresser en particulier à ces hommes et ces femmes qui luttent quotidiennement contre la délinquance sur notre commune, de même que sur l'ensemble du territoire français. Merci à l'ensemble des fonctionnaires municipaux et nationaux pour leur travail, leur engagement, leur dévouement et leur investissement en faveur de la lutte contre l'insécurité. La montée en puissance de la délinquance, ces quinze dernières années, nous la devons à des individus sans scrupule, oublieux de toutes nos valeurs et qui bafouent les lois de la République. Merci, d'être présents quotidiennement, d'affronter tous les jours le danger, la peur, l'humiliation, la provocation, la mort, et de poursuivre avec autant de conviction. Merci à vous, cibles faciles et quotidiennes de médias qui oublient combien vous êtes victimes, chaque jour, dans l'exercice de vos fonctions, de violences, d'agressions, d'insultes, et parfois même d'homicides. Notre République se veut protectrice parce que sans sécurité nous n'avons pas de liberté, or, n'oublions pas, "la liberté des uns s'arrêtent là où commence celle des autres". Au nom du groupe Echirolles autrement, je vous adresse nos sincères remerciements, ainsi que nos plus profonds encouragements.

Magalie Vicente,
conseillère municipale UMP

 **Les groupes pour rencontrer vos élus sur rendez-vous**

Renzo Sulli, maire
04 76 20 63 00
Permanence le samedi,
de 9 h à 10 h 30.

Communistes et partenaires
04 76 20 63 06
Guy Rouveyre, conseiller général,
1er adjoint, cohésion sociale,

Lutte ouvrière

La pire des insécurités, c'est la misère

Le tout sécuritaire est à la mode, et le gouvernement incite les municipalités, comme Echirolles, à mettre en place la vidéoprotection et à embaucher des policiers municipaux. Soit, on ne peut pas laisser faire, mais cela ne règle pas le problème de fond : comment stopper les incivilités, les violences, les trafics ? Pourquoi des jeunes sombrent, plus nombreux, dans la délinquance ? Parce que depuis des années, l'Etat assure moins ses missions, à commencer par celle de l'éducation, dès l'enfance. Quel avenir pour ces jeunes qui arrivent au collège sans savoir ni lire, ni maîtriser le parler ? C'est principalement par l'éducation, en renouant le lien social, et surtout en se battant contre le chômage et toutes les formes de pauvreté qu'on fera reculer l'insécurité qui pourrait parfois la vie des habitants.

Chantal Gomez,
conseillère municipale

tranquillité publique, développement durable, déplacements, affaires générales. **Elisabeth Legrand**, adjointe sports, animation jeunesse (équipements). **Sylvette Rochas**, adjointe développement culturel et à l'égalité femmes/hommes. **Joseph Tasca**, président du groupe, adjoint personnel, finances, vie associative, permanence le jeudi, de 10 h à 12 h sur rendez-vous. **Michel Goizet**, adjoint voiries, espaces extérieurs, patrimoine bâti et réseaux. **Jacqueline Madrennes**, adjointe éducation, restauration municipale, temps libre, permanences 1er et 3e mercredis du mois, de 16 h 30 à 18 h sur rendez-vous.

Socialistes et républicains
04 76 20 63 14

Laurent Berthet, président du groupe, adjoint prévention, insertion, formation professionnelle. **Emmanuel Chumiatcher**, adjoint aménagement urbain. **Mélanie Collet**, adjointe petite enfance, santé, handicap.

République laïque et sociale

Un nouvel ordre

L'abandon des valeurs républicaines par un Etat hautement répressif a fait naître un nouveau type de citoyen, le "fliqué". Télé-surveillé, risquant à tout moment une garde à vue injustifiée et abusive, il doit fournir à un "petit fonctionnaire" zélé son arbre généalogique pour renouveler sa carte d'identité. Le "tout sécuritaire" ne protège en rien un citoyen contraint au quotidien déjà aléatoire. Il est seulement l'affirmation d'un Etat totalitaire déterminé à faire taire la voix d'un peuple amnésique de son histoire.

Christelle Bernard,
conseillère municipale

Les Verts et écologistes
04 76 20 63 16

Anne-Sophie Mérot, présidente du groupe, adjointe économie, permanence les lundi et vendredi, de 13 h 30 à 14 h 30, as.merot@ville-echirolles.fr

Société civile et républicains
04 76 20 63 19

Carole Simard, présidente du groupe, adjointe habitat et logement (pour les questions de logement s'adresser au service), gestion urbaine et sociale de proximité.

Echirolles autrement UMP/Gauche moderne
04 76 20 63 18

Christian Melcion, président du groupe, conseiller municipal, permanence le mardi après midi.

MoDem 06 67 91 31 88

Thierry Labelle, président du groupe, conseiller municipal, modem.echirolles@free.fr

Non-affiliés

Christelle Bernard, conseillère municipale, République laïque et sociale, 06 20 11 41 32, actualité sur le site ResPublica (www.gaucherepublicaine.org). **Chantal Gomez**, conseillère municipale, Lutte ouvrière, 06 74 57 66 78, lutte.ouvriere.echirolles@gmail.com